

Institut français des relations internationales

ifri

# ramses

## 2018

**Rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies**  
Sous la direction de Thierry de Montbrial et Dominique David

Avec 8 vidéos

DUNOD

Publié par Dunod pour l'Institut français des relations internationales

## ►► Turquie : la contagion syrienne

### Ankara au cœur du conflit régional

en vidéo



<https://goo.gl/CdMmtv>

*Les rapports de la Turquie avec son environnement moyen-oriental ont été profondément affectés par le conflit syrien, où Ankara est directement engagé. Mais les conséquences de ce conflit vont bien au-delà : elles pèsent sur la stabilité interne du pays, et sur les relations d'Ankara avec ses alliés de l'OTAN et avec l'UE.*

La Turquie, impliquée depuis 2011 dans le conflit syrien de façon indirecte, en est devenue en 2016 un protagoniste très actif, s'engageant dans une opération militaire aux contours flous. Le régime de Recep Tayyip Erdogan subit désormais les retombées complexes de sa politique syrienne, d'abord conçue comme une démonstration de puissance.

### ►► Ambitions turques au Moyen-Orient

L'engagement turc en Syrie s'inscrit dans le contexte d'ambitions plus larges : le Parti de la justice et du développement (AKP), parti musulman et réformiste au pouvoir depuis 2002, veut imposer la Turquie comme puissance, et le Moyen-Orient est son terrain d'expérimentation. Ahmet Davutoglu, professeur de relations internationales, conseiller d'Erdogan, ministre des Affaires étrangères puis Premier ministre, est l'artisan de cette nouvelle diplomatie qui pense le monde « à 365 degrés » à partir du territoire turc, privilégie le *soft power* et affirme le mantra du « zéro problème avec les voisins » pour mieux exercer sa stratégie d'influence.

En 15 ans, la Turquie s'est ainsi re-socialisée dans un environnement arabe qu'elle considérait depuis la fin de l'Empire ottoman comme essentiellement hostile : les relations commerciales se renforcent, des accords de libre circulation sont signés de l'Iran au Maroc, jusqu'au projet d'un « espace Chamgen<sup>1</sup> » du Levant, sur le modèle du Schengen européen. Une coopération particulièrement étroite est en effet mise en place avec la Syrie, pays avec lequel la Turquie multipliait jusque-là les querelles de voisinage.

Le cercle vertueux des relations turco-arabes a fonctionné jusqu'en 2011 ; les printemps arabes bouleversent alors la donne. Après quelques hésitations, Ankara admet qu'une dynamique révolutionnaire enflamme la région arabe. Elle entend dès lors jouer un rôle de premier plan dans le nouvel ordre en gestation. Les sondages des pays en transition politique (Tunisie, Égypte) ne la désignent-ils pas comme un « modèle » ?

1. Jeu de mots sur Cham, autre nom de Damas.

## ►► La Syrie comme test de puissance

La Syrie est elle-même dès 2011 en proie à la contestation. Le président Bachar Al-Assad résiste à la pression des manifestants réclamant des réformes. La Turquie, proche du pouvoir syrien, y voit une chance diplomatique. Elle tente dans un premier temps de convaincre Al-Assad de lâcher du lest et de négocier avec l'opposition, où s'exprime un courant Frère musulman, honni du régime syrien, mais qui entretient des affinités politiques avec l'AKP. Davutoglu tente à l'été 2011 de convaincre Al-Assad de former un gouvernement inclusif avec les islamistes, mais le leader syrien choisit la répression. Dès lors, la Turquie devient son principal ennemi.

La position d'Ankara sur le dossier syrien était d'emblée ambivalente, révélant une ambition plus globale. La Turquie accueillait depuis plusieurs mois sur son sol l'opposition syrienne, facilitant au passage la formation d'un embryon d'Armée syrienne libre (ASL). Davutoglu s'active, par la suite, pour faire remonter le dossier syrien à l'Organisation des Nations unies (ONU), soutenant la création du groupe des pays « amis de la Syrie ». Il confirme aussi que la frontière avec la Syrie restera ouverte aux réfugiés : près de trois millions de Syriens fuyant les combats ont trouvé refuge en Turquie depuis 2011.

Cette frontière turco-syrienne de 900 kilomètres, au long desquels plusieurs sous-conflits vont se cristalliser, est difficile à surveiller. Elle va devenir très poreuse, zone grise qui sera le principal lieu de contagion des difficultés pour Ankara. Jusqu'en 2015, la Turquie s'en tient à un engagement indirect. La position officielle est claire : une solution politique inclusive en Syrie, conditionnée au départ de Bachar Al-Assad. Mais le régime turc soutient en sous-main l'opposition armée, y compris les factions islamistes considérées comme plus efficaces au combat. Privilégiant son autonomie de manœuvre, Ankara ne participe pas militairement à la coalition anti-Daech formée à l'été 2014, ce qui lui vaut d'être accusée de complaisance à l'égard des djihadistes.

## ►► Contagion du conflit et fragilités

La crise syrienne fragilise la Turquie à plusieurs égards. Ses retombées, larges et de plus en plus visibles, produisent une instabilité croissante, qui nourrit elle-même une dynamique politique autoritaire.

L'intensification et la complexification des combats à proximité de la frontière turco-syrienne font craindre depuis le départ des débordements en Turquie même. À la suite de tirs d'obus syriens sur son territoire, Ankara obtient de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) début 2013 le déploiement d'un bouclier de protection de missiles *Patriot*. Cette manifestation de solidarité occidentale ne suffit cependant pas à sanctuariser le pays. Le positionnement politique d'Ankara et ses rapports avec les factions qui s'affrontent en Syrie entraînent à partir de l'été 2015 une poussée terroriste. Des attentats spectaculaires, perpétrés alternativement par des affidés de Daech et des groupes combattants kurdes (la guérilla marxiste du Parti des travailleurs du Kurdistan – PKK –, et l'organisation plus radicale des Faucons de la liberté du Kurdistan – TAK –, frappent jusqu'aux grandes villes : plus de 100 morts dans un attentat kamikaze à Ankara le 10 octobre 2015 contre une manifestation pro-kurde (attribué

à Daech) ; 45 morts à l'aéroport d'Istanbul le 28 juin 2016 (attribué à Daech) ; 44 morts, dont 36 policiers, dans le quartier du stade de Besiktas le 10 décembre 2016 (revendiqué par les TAK) ; 39 morts, essentiellement des touristes, dans l'attaque de la discothèque Reina le 1<sup>er</sup> janvier 2017 (revendiqué par Daech)...

Cette dégradation sécuritaire illustre la continuité qui s'installe entre les théâtres syrien et turc. Les djihadistes utilisent la Turquie comme base arrière et lieu de repli pour structurer leurs opérations en Syrie ; les Kurdes syriens du Parti de l'union démocratique (PYD), principaux adversaires de Daech sur le terrain, galvanisent leurs cousins du PKK par leurs succès militaires (résistance victorieuse lors du siège de Kobané fin 2014). La rupture du processus de paix entre autorités turques et PKK à l'été 2015 ouvre dès lors une séquence de violence incontrôlée, qui plonge les provinces du sud-est dans une forme de guerre civile.

Les effets économiques du conflit syrien sont plus difficiles à apprécier. Si le gouvernement turc se plaint du coût de la présence des réfugiés, ceux-ci constituent aussi une main-d'œuvre bon marché ; la relocalisation d'activités depuis le territoire syrien en Turquie et les trafics florissants à la frontière contribuent à maintenir la croissance turque.

Le malaise intérieur est cependant palpable. Il débouche en juillet 2016 sur une tentative de coup d'État militaire, rapidement maîtrisée, qui ouvre une séquence répressive prolongée. Les ennemis de l'État, partisans du puissant imam exilé Fethullah Gülen, militants kurdes, et opposants laïcs, sont poursuivis sans relâche.

## ► Retournements d'amitiés et tensions dans les alliances

Alors que l'on s'interroge à la fois sur la stabilité du régime et sur l'état de l'armée turque, Recep Tayyip Erdogan lance en Syrie le 24 août 2016, un peu plus d'un mois après le putsch, une opération militaire limitée : le « Bouclier de l'Euphrate ». Présentée comme une intervention anti-Daech, elle entend surtout contenir la poussée du PYD, et s'achève fin mars 2017 sur un bilan mitigé. Les forces turques, en appui à l'ASL, ont eu beaucoup de mal à reprendre la ville d'Al-Bab aux djihadistes et perdu 67 hommes. La Turquie occupe désormais un territoire en Syrie, avec l'intention affichée d'y réinstaller des réfugiés.

Cette intervention hors des frontières turques acte le passage du *soft power* davutoglien à un *hard power* presque inévitable dans un contexte d'embrasement régional généralisé. Mais l'activisme d'Ankara complique les relations avec ses partenaires – anciens et nouveaux.

Du côté des alliés traditionnels, les difficultés se cristallisent d'abord avec l'Union européenne (UE). La candidature de la Turquie à l'UE, notoirement embourbée depuis la répression des manifestations de Gezi en 2013, est plombée par un nouveau dossier : la question lancinante des réfugiés syriens qui se pressent en masse aux portes de l'Europe dès la fin 2015. Début 2016, Angela Merkel met au point avec Ankara un accord de gestion partagée, dont l'objectif est de stabiliser les réfugiés sur le sol turc en échange d'une aide de 6 milliards d'euros. L'accord est assorti de promesses politiques fortes : ouverture de chapitres dans la négociation d'adhésion, assouplissement du régime des visas vers l'espace Schengen en

échange du respect de critères stricts... Mais les relations se tendent à nouveau à l'été 2016, Tayyip Erdogan regrettant le faible soutien exprimé par les gouvernements européens face à la tentative de coup d'État. Un rapport de forces explicite s'organise avec Bruxelles, tandis que certaines relations bilatérales se dégradent – particulièrement avec l'Allemagne. L'accord sur les réfugiés se révèle alors être un formidable levier politique : Erdogan fait monter la pression en menaçant de le suspendre à la moindre contrariété.

Le changement d'administration aux États-Unis a été accueilli positivement à Ankara, dont les rapports avec l'équipe de Barack Obama étaient devenus franchement mauvais. Là encore, la Syrie était en cause : pour remplir son objectif central de lutte contre Daech, Washington avait choisi, au grand dam d'Ankara, de s'appuyer sur les Kurdes. L'administration Trump n'a pas remis ce choix en cause, annonçant au printemps 2017 la livraison d'armes aux Forces démocratiques syriennes (FDS), animées par le PYD, pour mener l'offensive contre Raqqa. Ankara, qui proposait de se substituer aux FDS pour cette tâche, n'a pas eu gain de cause.

L'OTAN est de son côté devenue la chambre d'écho de tous les désaccords stratégiques sur la Syrie. La Turquie s'estime indispensable dans le dispositif d'intervention de l'Alliance, notamment avec le prêt de sa base militaire d'Incirlik, dont partent les raids aériens contre Daech en Syrie et en Irak. Ankara souffle le chaud et le froid sur l'avenir de la base. L'interdiction répétée faite à des députés allemands d'y rendre visite à leurs troupes stationnées sur place a d'ailleurs conduit Berlin à annoncer à l'été 2017 leur relocalisation en Jordanie.

Mais le plus difficile pour l'OTAN est bien de gérer un inattendu rapprochement russo-turc. L'année 2015 avait été marquée par une brouille spectaculaire entre les deux pays, la défense anti-aérienne turque ayant abattu un avion de chasse russe qui avait brièvement passé la frontière. Après plusieurs mois de bras de fer, Erdogan a finalement présenté ses excuses à Poutine, et le soutien sans réserve affiché par celui-ci lors de l'épreuve de l'été 2016 a définitivement scellé la nouvelle amitié. La Turquie a rejoint le triangle d'Astana pour y discuter avec la Russie et l'Iran de l'avenir politique de la Syrie ; la fermeté anti-Assad n'est plus de mise, mais Ankara a été officiellement intronisée marraine des rebelles syriens, accompagnant leur retraite d'Alep. Six ans après le début du conflit, le paysage est transformé ; la Turquie, obsédée par la montée en puissance des Kurdes, lâche progressivement ses objectifs, sans parvenir pour autant à freiner la contagion négative venue de Syrie.

D. S.

## POUR EN SAVOIR PLUS

- S. Aïta, « Commerce sans religion entre la Turquie et la Syrie », *Éditoriaux de l'Ifri*, 24 mars 2017.
- B. Balci et J. Tolay, « La Turquie face aux réfugiés syriens. Entre engagement humanitaire et instrumentalisation politique », *Les Études du CERJ*, n° 225, décembre 2016.
- D. Schmid, « Politique étrangère : l'AKP et les défis de la puissance », *Les Cahiers de l'Orient*, n° 127, 2017.
- D. Schmid, *La Turquie en 100 questions*, Paris, Tallandier, 2017.